

**Vive le marxisme-léninisme-maoïsme!
Guerre Populaire jusqu'au communisme!**

HO CHI MINH

**LE PROCES DE
LA COLONISATION FRANÇAISE
1925**

CHAPITRE XII - LE RÉVEIL DES ESCLAVES

1. En Indochine

Au mois de novembre 1922, par suite d'une diminution des salaires, 600 teinturiers de Cholon (Cochinchine) ont décidé de cesser le travail.

L'offensive patronale est partout déclenchée et partout la classe ouvrière commence à prendre conscience de sa force et de sa valeur.

Si ces malheureux ouvriers indigènes, ordinairement très dociles et très maniables, non éduqués et non organisés, ont été poussés – par l'instinct de conservation, si l'on peut s'exprimer ainsi - à se grouper et à lutter contre les exigences féroces des patrons, c'est que leur situation est beaucoup plus misérable qu'on ne s'imagine en Europe.

C'est la première fois qu'un tel mouvement se produit dans la colonie. Marquons ce signe des temps, et n'oublions pas que notre devoir à nous travailleurs de la Métropole est non seulement de témoigner une solidarité verbale à nos frères de classe de là-bas, mais de les éduquer, de leur apprendre l'esprit et les méthodes d'organisation.

2. Au Dahomey

Le capitalisme français, inquiet du réveil de la classe ouvrière de la Métropole, cherche à transplanter sa domination dans les colonies. Il y puise et les matières premières pour ses usines et du matériel humain pour sa contre-révolution. Des journaux bourgeois de Paris et de province consacrent régulièrement à la rubrique coloniale, des pages entières. Des généraux et des parlementaires font des conférences sur les colonies. Ces vertueux plumitifs et ces hableurs ne trouvent pas assez de mots pour chanter notre loyalisme et les bienfaits de «leur» civilisation.

Quelquefois, ces messieurs poussent l'impudence jusqu'à opposer au banditisme colonial anglais, leur... générosité; ils qualifient la politique anglaise de « méthode cruelle » ou de « manière forte » et soutiennent que la pratique française est pleine de justice et de charité.

Il suffit de jeter un coup d'oeil sur nos colonies pour estimer combien cette civilisation est «belle et douce ».

Au Dahomey, on augmente les impôts déjà écrasants pour les indigènes. On arrache les jeunes gens de leurs foyers et de leurs terres pour en faire des « défenseurs de la civilisation ». On interdit aux indigènes d'avoir des armes pour se défendre contre les fauves qui dévastent des communes entières. L'instruction, l'hygiène manquent.

Par contre, aucun moyen n'est négligé pour soumettre les «protégés» dahoméens à l'abominable indigénat, institution qui place l'homme au niveau de la bête et qui déshonore le monde dit civilisé. Les indigènes, à bout de patience se révoltent. Alors, c'est la répression sanglante. On prend des mesures énergiques.

On envoie des troupes, des mitrailleuses, des mortiers et des navires de guerre ; on proclame l'état de siège. On arrête et on emprisonne en masse. Voilà la douceur de la civilisation !

3. En Syrie

La population de la Syrie est contente, très contente de l'administration du général Gouraud, disent les officiels. Mais les faits suivants prouvent le contraire :

Au mois de mars 1922, Mustapha Kemal se rendait à Messine. Pour le recevoir, les musulmans de Syrie avaient élevé un arc de triomphe orné de drapeaux noirs portant les inscriptions : « Fraternité turco-arabe », « N'oubliez pas vos frères syriens ! », « Délivrez-nous ! », etc... etc...

La visite de Mustapha Kemal à Adana a provoqué des manifestations enthousiastes. Les irrédentistes d'Antioche et d'Alexandrette ont promené pendant deux jours des drapeaux noirs dans les rues de la ville en proférant des cris hostiles contre l'administration du mandataire français.

Répondant au manifeste de la délégation, irrédentiste, Mustapha Kemal aurait dit : « Un foyer qui date de tant de siècles ne saurait rester entre des mains étrangères ».

Le colonialisme français n'a pas varié sa devise : « Diviser pour régner. » C'est ainsi que l'empire d'Annam - ce pays habité par un peuple descendant de la même race, ayant les mêmes moeurs, la même histoire, les mêmes traditions et parlant la même langue – fut divisé en cinq parties.

Par cette division hypocritement exploitée, on espère attédir le sentiment de solidarité et de fraternité dans le coeur des Annamites et y suppléer par un antagonisme de frères contre frères. Après les avoir jetés les uns contre les autres, on a artificiellement regroupé les mêmes éléments en « union », l'Union indochinoise.

On peut constater la même tactique clans les nouvelles colonies.

Après avoir divisé la Syrie en une « série d'États », le Haut Commissariat français à Beyrouth a prétendu constituer une « Fédération » syrienne, formée des « États » d'Alep, de Damas et des Alaouites. Un drapeau a été inventé à cet effet. Comme au drapeau d'Annam, on n'a pas oublié de greffer à ce drapeau fédéral – en haut et près de la hampe - la « couleur protectrice ». Le 11 décembre 1922 fut le jour solennel » où ce drapeau a été pour la première fois arboré sur le palais fédéral, à Alep.

A cette occasion, des discours officiels ont été prononcés. Soubhi Barakat Bey, président fédéral, a parlé de « généreuse protectrice », de « guide sincère », de « chefs victorieux », et d'un tas de choses. M. Robert de Caix, haut commissaire intérimaire, a beaucoup discoursu, lui aussi. Entre autres choses, ce haut fonctionnaire a rappelé que « la Syrie indépendante n'est pas le premier peuple sur le berceau duquel la France ait veillé », etc...

Tous ces palabres ronflants ne trompent cependant personne. Et la délégation syrio-palestinienne chargée de défendre auprès de la Conférence de Lausanne l'indépendance et l'unité - la vraie - de la Syrie, a envoyé une lettre de protestation, lettre qui a été publiée par notre confrère la Tribune d'Orient et que nous sommes heureux de reproduire ici.

« Excellence,

Au moment où l'on s'efforce de réparer les brèches que le Traité de Sèvres a ouvertes dans la question du Proche-Orient et où le peuple arabe se trouve, en proportion du sacrifice qu'il avait consenti, le plus directement atteint par les maux résultant de ce traité, la voix de ses représentants des différents districts continue mal lieu relise in e lit à ne pas trouver d'écho à cette conférence qui, pourtant, s'est réunie pour établir une paix solide et durable.

Et c'est ce moment que les autorités françaises trouvent opportun pour couronner d'une façon solennelle l'oeuvre de colonisation qu'elles ont

entreprise il y a quatre années, en arborant l'emblème de l'esclavage éternel, le tricolore, sur le drapeau qu'on vient de faire adopter à la soi-disant Confédération syrienne.

On renie, une fois encore, les déclarations des Alliés, les engagements de l'Angleterre pris en leur nom vis-à-vis des Arabes et même les promesses des hommes d'État français assurant l'indépendance à ce malheureux pays.

La Syrie, qui a des titres incontestables à l'indépendance prompte et complète et qui n'en est pas moins digne que n'importe quel autre pays de l'Orient ou de l'Occident, se voit privée d'un drapeau national à elle. Comme signe du mandat, qui camoufle l'annexion, on lui impose les trois couleurs dans son drapeau national.

Monsieur le Président, nous avons toujours protesté contre le mandat, nous ne l'avons jamais reconnu, nous protestons maintenant énergiquement contre l'adoption de son symbole dans notre drapeau.

Presque toutes les puissances, même celles qui ne sont pas moins grandes que la France, n'ont pas adopté cette méthode humiliante dans leurs colonies les plus arriérées.

Le pacte de la Société des Nations précise le caractère provisoire des mandats (art. 22, paragraphe 4). Sur quelles bases se placent donc les autorités françaises pour faire adopter leurs couleurs à un pays qu'elles prétendent conduire à l'indépendance déjà reconnue par le pacte susdit ?

Excellence, nous vous prions de prendre en considération notre protestation à ce sujet et vous réitérons notre très vif désir de faire valoir nos justes revendications à la conférence.

Veillez agréer, etc...

Pour le Chef de la Délégation syrio-palestinienne :

Le Secrétaire général, Emir Chékib Arslan. »

D'autre part, les habitants de Hama, dont plusieurs sont fonctionnaires, avocats, professeurs, journalistes et commerçants, ont adressé au Président du Conseil des ministres de France une lettre dont voici les passages essentiels :

« Nous avons l'honneur, Monsieur le Président du Conseil, de vous exposer nos revendications, de même que nous protestons contre la réaction de ce Conseil que nous jugeons contraire à nos intérêts et à ceux du pays en général.

1° Ledit Conseil fédéral n'est point élu par les suffrages de la nation. Ses membres ne saurai-ent être, en aucune manière, les représentants (de la nation, ni en refléter la pensée.

2° Ledit Conseil est dépourvu (de toute attribution; il ne peut même pas aborder les questions vitales qui intéressent le pays, astreint qu'il est à ne connaître que des affaires qu'on veut bien lui soumettre. Enfin, ses décisions sont à la discrétion du Haut Commissariat qui peut les exécuter ou les rejeter.

3° La base même dudit Conseil est faussée par le fait que chaque État y possède une seule voix malgré l'inégalité numérique des États. Ajoutez à cela, bizarrerie inexplicable, que la majorité n'existe pas dans ce Conseil, et que chaque divergence annule le débat qui se trouve porté devant le haut commissaire.

4° Ledit Conseil qu'on présente comme un progrès dans la voie de l'unité, est en réalité la négation de l'unité et de la personnalité même du pays, en ce sens que ce Conseil étant désigné d'office ne reflète nullement la pensée nationale; peut-être même irait-on à l'encontre de cette pensée, pendant qu'aux yeux du monde entier il serait considéré comme l'interprète des aspirations nationales et fournirait un argument contre la nation elle-même.

Quant à nos desiderata, nous pouvons les formuler de la manière suivante :

- a) La reconnaissance de l'indépendance effective et de l'unité de la Syrie ;
- b) Le recensement actuellement en cours, une fois terminé, on procédera à l'élection, par le suffrage universel, d'une Assemblée nationale qui décrètera la constitution et déterminera la forme de gouvernement du pays. Cette Assemblée pourrait être convoquée vers la fin de 1922, date à laquelle le Conseil fédéral sera convoqué ;
- c) La constitution d'un gouvernement responsable devant l'Assemblée ayant dans ses attributions le plein pouvoir législatif.

Voilà les vraies aspirations de la population de Hama, ce sont également celles de la majorité du peuple syrien. »

Depuis que cette brochure a été écrite, de graves événements ont surgi dans plusieurs colonies. Citons la bombe de Canton, lancée par un Annamite, les bombes des Antilles et les grèves sanglantes de la Guadeloupe, les manifestations non moins sanglantes de Damas, les grèves de Bizet-te, de Hammanlif et l'effervescence de la Tunisie.

4. La révolution russe et les peuples coloniaux

Le capitalisme est une sangsue ayant une ventouse appliquée sur le prolétariat de la métropole et une autre sur le prolétariat des colonies. Si l'on veut tuer la bête, on doit couper les deux ventouses à la fois. Si l'on n'en coupe qu'une, l'autre continuera à sucer le sang du prolétariat; la bête continuera à vivre et la ventouse coupée repoussera.

La Révolution russe l'a bien compris. C'est Pourquoi elle ne s'est pas contentée de faire de beaux discours platoniques et de voter des motions humanitaires en faveur des peuples opprimés, mais elle leur apprend à lutter. Elle les aide moralement et matériellement, comme

écrit Lénine dans sa thèse coloniale. Elle les a convoqués au Congrès de Bakou, où vingt-et-une nationalités d'Orient ont envoyé leurs délégués.

Des représentants des partis ouvriers d'Occident ont participé au Congrès. C'était la première fois dans l'histoire que le prolétariat des pays conquérants et celui des pays conquis se sont donné fraternellement la main et, ensemble, ont cherché le moyen de combattre efficacement le capitalisme, leur ennemi commun.

Après ce congrès historique, et malgré les difficultés intérieures et extérieures qui l'assaillaient, la Russie révolutionnaire n'a jamais hésité à venir en aide à ces peuples que déjà – par l'exemple de son héroïque et victorieuse révolution - elle avait tirés de la léthargie. Son premier geste fut la création de l'Université d'Orient.

Cette Université compte aujourd'hui 1.025 étudiants dont 151 jeunes filles. De ces étudiants, 895 sont communistes. Leur condition sociale est la suivante : 547 paysans, 265 ouvriers, 210 intellectuels. Il y a, en outre, 75 étudiants pupilles, âgés de 10 à 16 ans.

150 professeurs sont chargés de donner des cours de science sociale, de mathématiques, de matérialisme historique, d'histoire du mouvement ouvrier, de sciences naturelles, d'histoire des révolutions, d'économie politique, etc., etc. Dans la salle d'études, les jeunes gens de soixante-deux nationalités se coudoient fraternellement.

L'Université possède dix grandes maisons au service de ses élèves. Elle possède aussi un cinéma, qui est à la disposition gratuite des étudiants le jeudi et le dimanche, et loué à un entrepreneur les autres jours de la semaine.

Deux bibliothèques, avec 47 mille volumes, permettent aux jeunes révolutionnaires d'approfondir leurs recherches et d'alimenter leur pensée. Chaque nationalité ou « groupe » possède sa bibliothèque privée, avec livres et journaux dans sa langue maternelle.

Artistement décorée par les étudiants, la salle de lecture est remplie de quotidiens et de revues.

Les étudiants eux-mêmes font paraître un journal « à exemplaire unique » qui est affiché sur un large panneau à la sortie de la salle de lecture. Les malades reçoivent des soins médicaux dans l'hôpital appartenant à l'Université. Une maison de repos, en Crimée, est réservée aux convalescents. Les Soviets ont donné à l'Université deux colonies de vacances, avec neuf maisons.

Chacune a une basse-cour, où l'on peut étudier l'élevage. « Nous avons déjà 30 vaches et 50 cochons », me dit, avec une fierté mal dissimulée, le secrétaire agricole de l'Université. Les 100 hectares de terre attribués à ces colonies sont cultivés par les étudiants, qui, pendant les vacances et après leurs heures de travail et d'exercice, vont aider les paysans.

Disons, en passant, qu'une de ces colonies était la propriété du grand-duc. Il est tout à fait curieux de voir le drapeau rouge flotter fièrement sur la tourelle décorée de la couronne grandducale, et des petits paysans coréens ou arméniens causer et jouer irrévérencieusement dans la salle d'honneur de « Son Altesse Impériale ».

Les élèves sont nourris, logés, habillés gratuitement. Chacun reçoit 5 roubles-or par mois comme argent de poche.

Pour donner à ses pensionnaires des notions essentielles de puériculture, l'Université patronne une maison d'enfants et une crèche modèles, dont la population s'élève à 60 jolis bébés.

L'Université dépense 516.000 roubles-or par an.

Les 62 nationalités représentées à l'Université forment une « Commune ». Le président et les fonctionnaires de la Commune sont élus tous les trois mois au suffrage universel. Un étudiant délégué prend part à la gestion économique et administrative. A tour de rôle,

tous les étudiants doivent travailler à la cuisine, à la bibliothèque, au club, etc. Tous les « délits » et différends sont jugés par un tribunal élu et en présence de tous les camarades.

La Commune se réunit une fois par semaine pour discuter la situation politique et économique internationale. De temps en temps, on organise des meetings et des soirées récréatives, où les artistes improvisés vous font goûter l'art et la littérature des contrées lointaines, les plus diverses.

Un fait caractéristique entre tous, et qui illustre la « barbarie » des bolcheviks: non seulement ils traitent ces coloniaux « inférieurs » en frères, mais encore ils les invitent à participer à la vie politique de la Russie. Aux élections soviétiques, les étudiants, qui, dans leur pays d'origine, sont des « sujets », des « protégés », c'est-à-dire qu'ils n'ont d'autre droit que celui de payer, qui n'ont pas voix au chapitre dans les affaires de leur propre pays, et à qui il n'est pas permis de parler de politique, participent au suffrage populaire et envoient leurs délégués siéger aux Soviets.

Que mes frères des colonies, qui s'usent à quémander en vain la naturalisation, fassent la comparaison entre la démocratie bourgeoise et la démocratie ouvrière !

Tous ces étudiants ont souffert et ont vu souffrir. Tous ont vécu sous la « civilisation supérieure » et sous l'exploitation et l'oppression du capitalisme étranger. C'est pourquoi tous sont enthousiastes et avides d'apprendre. Ils sont ardents et graves. Ils n'ont pas du tout l'air boulevardier et quartier-latiniste des jeunes Orientaux qui sont à Paris, Oxford ou Berlin.

On peut dire, sans exagération, que l'Université abrite sous son toit, l'avenir des peuples coloniaux.

Le Proche et l'Extrême-Orient, qui va de la Syrie jusqu'à la Corée - nous ne parlons que des pays coloniaux et demi-coloniaux - ont une

superficie de plus de 15 millions de kilomètres carrés et une population de plus de 1.200 millions d'habitants. Tous ces pays immenses sont aujourd'hui sous le joug de l'impérialisme capitaliste.

Et, malgré leur nombre qui devrait faire leur force, ces peuples opprimés n'ont jamais tenté sérieusement de s'émanciper, en ce sens qu'ils n'ont pas compris la valeur de la solidarité nationale et internationale. Ils n'ont pas - comme les peuples d'Europe et d'Amérique - des relations intercontinentales.

Ils ont en eux une force gigantesque et ils l'ignorent! La fondation de l'Université d'Orient marque une ère nouvelle, et l'Université, en réunissant des éléments jeunes, actifs, intelligents des pays coloniaux, entreprend une oeuvre grandiose:

a) Enseigner à ces futurs combattants le principe de la lutte de classes, principe que les luttes de races, d'un côté, et les moeurs patriarcales, de l'autre, ont rendu confus dans leur esprit ;

b) Mettre l'avant-garde des travailleurs des -colonies en contact intime avec le prolétariat d'Occident afin de préparer le chemin à une prochaine et effective collaboration, qui, seule, assurera à la classe ouvrière internationale la victoire définitive ;

c) Apprendre aux peuples coloniaux - jusqu'ici isolés les uns des autres - à se mieux connaître et à s'unir, jetant ainsi la base d'une future Fédération d'Orient, qui constituera une des ailes de la révolution prolétarienne ;

d) Donner au prolétariat des pays dont la bourgeoisie possède des colonies, l'exemple de ce qu'ils peuvent et doivent faire pour leurs frères assujettis.

5. Prolétaires et paysans des colonies !

Le carnage mondial a ouvert les yeux à des millions de prolétaires et

de paysans des colonies, sur leurs conditions intolérables de vie. Une série d'explosions révolutionnaires, puissantes, mais non encore organisées, a marqué la fin de la guerre mondiale.

Cette force spontanée, irrésistible, qui aspire au combat pour un avenir meilleur a été dirigée et organisée par la bourgeoisie nationale et indigène. Grandie et fortifiée pendant la guerre, cette bourgeoisie n'a plus voulu rester dans les serres de l'impérialisme et lui abandonner la plus grosse part de l'exploitation de « ses ouvriers et paysans ». La lutte pour la libération nationale, mot d'ordre de la jeune bourgeoisie coloniale, a été accueillie avec enthousiasme et puissamment soutenue par les masses laborieuses de l'Inde, de l'Égypte, de la Turquie, etc...

L'Internationale communiste lutte sans relâche contre les rapaces capitalistes dans tous les pays du monde.

Pouvait-elle se détourner hypocritement de la lutte de libération nationale des pays coloniaux et semi-coloniaux ?

L'Internationale communiste a proclamé ouvertement son appui et son concours pour celle lutte et, fidèle à son but, elle continue à fournir cet appui.

(Extrait du Manifeste du Comité exécutif de la III^e Internationale.)

6. Un appel de l'Internationale paysanne aux paysans travailleurs des colonies

L'Internationale paysanne, réunit, dans son premier congrès, qui a eu lieu dernièrement à Moscou, a tenu à marquer l'intérêt qu'elle portait aux paysans travailleurs des colonies en leur adressant l'appel suivant :

Aux paysans travailleurs des colonies.

Paysans des colonies, esclaves modernes qui, par millions, dans les champs, savanes et forêts des deux continents, souffrez sous le double

joug du capitalisme étranger et de vos maîtres indigènes.

La Conférence internationale paysanne, réunie pour la première fois à Moscou pour élaborer l'organisation de lutte qui manquait jusqu'à présent aux travailleurs de la terre, fait appel à votre conscience de classe et vous demande de venir grossir ses rangs.

Plus encore que vos frères paysans des métropoles, vous souffrez des longues journées de travail, de la misère et de l'insécurité du lendemain.

Vous êtes souvent contraints au travail forcé, au portage meurtrier et aux corvées interminables.

Vous êtes écrasés d'impôts.

Le capitalisme exploiteur vous maintient dans l'obscurantisme, vous opprime idéologiquement et décime votre race par l'usage de l'alcool et de l'opium.

L'odieux régime de l'indigénat, imposé par l'impérialisme capitaliste, vous prive de toute liberté individuelle, de tout droit politique et social, vous plaçant ainsi au rang inférieur des bêtes de somme.

Non content de vous réduire ainsi à la misère et à la ruine, le capitalisme vous arrache à vos foyers, à vos cultures, pour faire de vous de la chair à canon et vous jeter, dans les guerres fratricides, contre d'autres indigènes ou contre les paysans et ouvriers de la métropole.

Parias des colonies ! Unissez-vous !

Organisez-vous !

Joignez votre action à la nôtre ; luttons ensemble pour notre émancipation commune !

Vive l'affranchissement des indigènes des colonies !

Vive l'Internationale des Travailleurs ! Vive le Conseil du Paysan

international 1

8. L'organisation syndicale dans les colonies

Extrait du compte rendu de la séance tenue le 27 juin 1923 par la troisième session du Conseil central de l'Internationale Syndicale rouge : La lutte syndicale aux colonies.

L'impérialisme contemporain est basé sur l'exploitation de plusieurs millions de travailleurs des pays coloniaux et semi-coloniaux. Aussi, la dislocation de l'impérialisme ne sera-t-elle complète et définitive que lorsque nous aurons réussi à arracher ces fondements de l'édifice impérialiste. A ce point de vue, l'organisation des syndicats dans les pays coloniaux acquiert une importance particulièrement grave.

Les partisans de l' I.S.R. n'ont presque rien fait en ce sens, ni en Égypte, ni en Tunisie, ni dans tous les pays qui sont sous la botte de l'impérialisme français. La liaison qui existe entre les divers groupes ouvriers des colonies françaises et les syndicats français n'est que l'effet du hasard. Nul travail systématique n'est poursuivi.

Or, il est de toute évidence qu'avant d'avoir conquis les masses des colonies, nous serons impuissants à saper l'organisme impérialiste. Ce qu'il faut, c'est entreprendre un grand travail de propagande pour créer dans les pays coloniaux des organisations syndicales et développer les syndicats existant sous une forme embryonnaire.

Il est nécessaire également que nous surmontions la méfiance des travailleurs des colonies à l'égard des représentants des races dominatrices, en leur montrant la fraternité effective de classe entre les ouvriers de toutes nations et de toutes races. La liaison organique des syndicats coloniaux avec ceux de la métropole ne peut être que le résultat d'un travail très long dans les colonies.

Ne pas oublier les travailleurs des colonies, aider leurs organisations, lutter constamment contre les gouvernements des métropoles qui

oppriment les colonies, voilà l'un des devoirs les plus impérieux de tous les syndicats révolutionnaires, surtout dans les pays dont la bourgeoisie asservit et exploite les pays coloniaux et semicoloniaux.

9. Manifeste de "L'Union intercoloniale", association des indigènes de toutes les colonies

« Frères des Colonies ! En 1914, les pouvoirs publics aux prises avec un effroyable cataclysme, se sont tournés vers vous et vous ont demandé alors de consentir votre part de sacrifice pour la sauvegarde d'une patrie qu'on disait vôtre, et dont, jusqu'alors, vous n'aviez connu que l'esprit de domination.

Pour vous déterminer, on n'a pas manqué de faire luire à vos yeux, les avantages que votre collaboration vous vaudrait. Mais la tourmente passée, comme devant, vous restez soumis au régime de l'indigénat, aux juridictions d'exception, privés des droits qui font la dignité de la personne humaine: liberté d'association, de réunion, liberté de presse, droit de circuler librement, même dans votre pays, voilà pour le côté politique.

Au point de vue économique, vous restez soumis à l'impopulaire et lourd impôt (le capitation et de portage, à l'impôt de la gabelle, à l'empoisonnement et à la consommation forcée de l'alcool et de l'opium, comme en Indochine, à la garde de nuit, comme en Algérie pour veiller sur le bien des requins coloniaux.

A travail égal, vos efforts restent moins rémunérés que ceux de vos camarades européens.

Enfin, on vous a promis monts et merveilles.

Vous vous apercevez maintenant que ce n'était que mensonges.

Que faut-il faire pour arriver à votre émancipation ?

Appliquant la formule de Karl Marx, nous. vous disons que votre affranchissement ne peut venir que de vos propres efforts.

C'est pour vous aider dans cette tâche que l'Union Intercoloniale a été fondée.

Elle groupe, avec le concours de camarades métropolitains sympathiques à notre cause, tous les originaires des colonies, résidant en France.

Moyens d'action : Pour réaliser cette oeuvre de justice, l'U. I. entend poser le problème devant l'opinion publique à l'aide de la presse et par la parole (conférences, meetings, utilisation de la tribune des assemblées délibérantes par nos amis détenteurs de mandats électifs) et enfin par tous moyens en notre pouvoir.

Frères opprimés de la métropole ! Dupes de votre bourgeoisie, vous avez été des instruments de notre conquête ; pratiquant cette même politique machiavélique, votre bourgeoisie entend aujourd'hui se servir de nous pour réprimer chez vous toute velléité d'affranchissement.

En face du Capitalisme et de l'Impérialisme, nos intérêts sont les mêmes ; souvenez-vous des paroles de Karl Marx :

«Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ».

«L'Union Intercoloniale »